

Daniel Cohn-Bendit : « La parole de nos gouvernants est triple zéro »

20/8) 20x 32B

Le député européen se dit favorable à une « règle d'or » communautaire et aux euro-obligations

Entretien

Clermont-Ferrand
Envoyée spéciale

En marge des journées d'été d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), qui se déroulent à Clermont-Ferrand du jeudi 18 août au samedi 20 août, le député européen Daniel Cohn-Bendit dénonce l'impuissance des politiques face aux marchés.

Les marchés plongent à nouveau après le sommet franco-allemand du 16 août. Le président de la République et la chancelière allemande n'ont visiblement pas convaincu...

C'est la démonstration que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ne sont pas, à eux seuls, l'Union européenne ni la zone euro. Ce n'est pas parce qu'ils ont mis en scène deux idées qu'on leur a soufflées que la zone euro est conquise ! Je remarque que la partie consciente des marchés spéculent sur le fait que la parole des politiques n'a pas de valeur. Les gouvernements européens avancent à reculons à chaque fois. Ils prétendent, notamment M^{me} Merkel, que jamais ils n'aideront la Grèce, puis ils volent à son secours. La parole des gouvernements, ce n'est pas triple A, mais triple zéro. C'est aussi ça que les marchés sanctionnent. M^{me} Merkel et M. Sarkozy veulent le beurre et l'argent du beurre : ils veulent plus d'Europe pour les protéger, mais refusent un saut qualitatif vers une fédéralisation européenne.

Pensez-vous que les euro-obligations soient la solution ?

L'idée des euro-obligations est de communautariser une partie de la dette de certains pays affaiblis en les adossant à la force économique de l'Europe, pour contrer la spéculation. Les Etats comme la Grèce pourraient emprunter pour surmonter leur endettement à un taux inférieur de 50 % à ceux du marché. Certains pays, comme l'Allemagne, emprunteraient un peu plus cher, mais c'est un acte de solidarité très fort et je suis pour. Nous avons aussi besoin d'euro-obligations pour relancer l'économie, notamment pour sa transformation écologique. Si, à l'inverse, on applique une politique d'austérité, les économies ne repartiront pas.

Vous partagez l'hostilité de la gauche à la « règle d'or » ?

L'idée qu'il faut arrêter de faire des dettes est juste. Les écologistes ont toujours dit qu'on ne pouvait pas laisser la planète se dégrader dans une fuite en avant dont on laisserait la gestion à nos enfants. C'est la même chose avec la dette : on hypothèque l'avenir des générations futures en leur léguant des dettes incroyables. La question, c'est : comment la réduire : par une politique d'austérité qui touche les plus pauvres ou par de nouveaux impôts qui rééquilibreraient l'effort de toute la société ? Je préfère la

seconde solution. M. Sarkozy veut imposer sa « règle d'or » [qui ancre dans la Constitution le retour à l'équilibre budgétaire] à ses conditions de politique d'austérité, et c'est juste de refuser de la voter. Cela ne veut pas dire refuser toute « règle d'or ». La solution ne passe pas par l'endettement permanent des Etats et donc des citoyens.

Alors, comment sortir de cette crise de l'euro ?

En clarifiant les choses. Demander une « règle d'or » européenne sans qu'il y ait une communautarisation de la dette et des investissements est un non-sens. Il faut que les politiques aient enfin une vue et une perspective : une Europe plus fédérale s'impose aujourd'hui. Il faut arrêter le court-termisme unijambiste ! Davantage d'Europe fédéraliste, cela veut dire une « règle d'or » européenne, des investissements européens pour relancer l'économie, une convergence sociale, mais aussi des changements profonds comme l'instauration d'une armée et d'une diplomatie européennes. Autant de dépenses mutualisées qui allégeraient les dettes des Etats.

Etes-vous favorable à une taxe sur les transactions financières ?

C'est évident ! Contre la spéculation quotidienne, il faut une forte taxe. On pourrait aussi instaurer une taxe sur les communications intereuropéennes par GSM et sur Internet, pour abonder un fonds qui aiderait la relance européenne.

La politique de rigueur du gouvernement est donc une erreur ?

Je suis pour la rigueur de la relance. Il y a des niches fiscales qu'il faut stopper tout de suite. Arrêtons également les paradis fiscaux en nous attaquant au secret bancaire. Mais, là encore, c'est une régulation qui ne peut intervenir qu'au niveau européen pour être efficace. ■

Propos recueillis par
Sylvia Zappi

Polémique entre Verts sur la dette et les retraites

La porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Laurence Vichnievsky, qualifie de « lubie » le retour à la retraite à 60 ans dans une tribune publiée, jeudi 18 août, par Libération, alors que se tiennent les journées d'été du mouvement à Clermont-Ferrand. Cette mesure est pourtant défendue par Eva Joly, candidate d'EELV à l'élection présidentielle. « La réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet, justifie M^{me} Vichnievsky. L'urgence, aujourd'hui, est financière. » Pour Cécile Duflot, secrétaire nationale du parti écologiste, la porte-parole « n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes ». Elle ajoute qu'« on ne peut pas soumettre la politique aux états d'âme ou d'humeur des agences de notation ».

Dette

Quatre pays réclament un « collatéral » à la Grèce pour garantir leurs prêts

Après la Finlande, l'Autriche, les Pays-Bas et la Slovaquie souhaitent la mise en place d'un « collatéral » (actifs déposés en garantie lors d'un emprunt) attaché aux prêts consentis à la Grèce. Mais il faudrait, pour cela, que l'accord entre Athènes et Helsinki soit approuvé par les pays de la zone euro. Les trois pays à vouloir suivre la Finlande contribuent pour 11 % au second plan de sauvetage (109 milliards d'euros) accordé en juillet à la Grèce. Un représentant du gouvernement grec a prévenu que l'extension de cette option à d'autres Etats reviendrait à « annuler les effets » du plan d'aide. Marco Valli, économiste chez UniCredit, juge que la multiplication des demandes « sape la crédibilité du plan d'aide ». — (Reuters.) ■